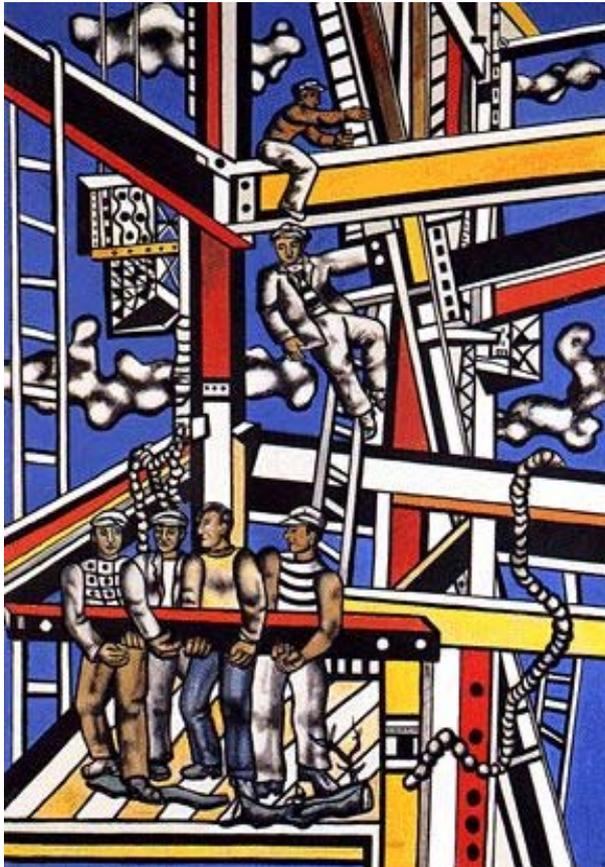


## À un nouveau monde, Un nouveau syndicalisme



« Les constructeurs » de Fernand Léger

*Pour nous, à l'UNSA ITEFA, un syndicat réformiste doit savoir, certes accompagner les mutations tant que les intérêts des agents l'emportent, mais également dire fermement « non » lorsque l'abstention devient complaisance, voire collaboration, aux dépens des personnels et des usagers.*

*Ne pas voter la confiance automatique ne signifie pas une défiance systématique et un immobilisme dépassé mais exprime des divergences fondamentales d'analyse que toute démocratie s'honore d'avoir pour éviter silence passif, voire participation complice à la « casse du service public ».*

Car, il est bien de notre responsabilité syndicale, et au-delà, des citoyens et des acteurs de notre société, de s'opposer à des textes, qui mettraient en danger la démocratie sociale, mais de porter, au contraire, de véritables projets de modernisation et de progrès pour l'ensemble des usagers, salariés du privé et agents du public.

## À un nouveau monde, Un nouveau syndicalisme



*La récession menace, les prévisions et les discours rassurants des gouvernants sont contredits par la réalité brutale des faits. Les économies occidentales sont confrontées à la montée du chômage et aux difficultés qu'elle entraîne. Le « marché » sans règle montre ses limites et rappelle le souvenir des années noires d'un certain krach boursier qui a entraîné le monde dans une spirale incontrôlable.*

*Pourtant, les néolibéraux les plus dogmatiques, dans de nombreux pays, ont voulu réduire le rôle et la place de l'Etat.*

*L'ampleur de la crise actuelle rappelle au contraire la nécessité d'un Etat en capacité d'intervenir pour impulser des politiques économiques et arbitrer entre le capital et le travail. Elle rappelle, au moment où montent les inégalités, l'importance des services publics qui renforcent la cohésion sociale.*

*Le gouvernement français devrait cesser désormais d'être fasciné par des modèles anglo-saxons désormais dépassés.*

Pour l'**UNSA ITEFA**, il est clair que la RGPP et les textes passés en force (loi sur la mobilité, rapports Sillicani, Desforges, avec une GRH proche de celle du privé...) ouvrent une nouvelle ère pour notre pays : celle du :

*« Libéralisme, l'autocratie, la dépendance totale à l'égard des autorités  
Avec un Etat qui met en place un plan social au rabais  
à l'égard de ses personnels »*

En outre, notre fédération n'est pas dupe de cette énième promesse d'un eldorado alchimique qui ferait changer le plomb, notre système administratif actuel, en or, la nouvelle administration centrée sur des actions étatiques, régaliennes en régression et laissant ainsi des pans entiers à un libéralisme effréné avec le risque d'une société à 2 vitesses.

*A la veille d'une mutation profonde et irréversible, devant cette volonté activiste de remettre en cause un système sans concertation, devant « la prise d'otages » des usagers pour faire passer en force ces réformes, l'**UNSA-ITEFA** se permet de répondre comme un miroir en écho au vieux fantasme libéral du « moins d'Etat » la défense d'un « mieux d'Etat » par :*

- \* L'amélioration d'un service public performant et républicain*
- \* Son maintien au service de tous également*
- \* Le respect des agents publics afin qu'ils ne deviennent pas une nouvelle population en voie de précarisation.*

Mais, pour garantir ces 3 fondamentaux du service public et éviter toute dérégulation aveugle, l'UNSA doit prendre en compte l'évolution de la société, les adaptations nécessaires, dont l'administration ne peut pas s'exonérer sans risque de sclérose pour ses personnels et ses structures, d'incompréhension générale de la part des usagers et d'isolement grandissant dans la société actuelle.

**Pour ces raisons, notre fédération ne sera ni dans une opposition systématique et dogmatique et un immobilisme archaïque, ni dans un suivisme aveugle et passif et un accompagnement complaisant et silencieux.**

*Ainsi, L'UNSA-ITEFA ne s'est pas associée au dernier tract intersyndical sur les réformes pré-figurées du ministère du travail, qui marquait tout refus de réforme, s'arque boutait sur une situation dépassée et faisait un amalgame de plusieurs dossiers.*

**Si nous sommes pour la modernisation du service public, nous voulons parallèlement un véritable accompagnement des réformes et de vraies négociations avec les partenaires sociaux afin que le gouvernement mette en place une nouvelle administration cohérente, permettant impérativement de :**

- **garantir** les missions de service public avec les moyens adaptés;
- **obtenir** l'adhésion de ceux et celles qui doivent mettre en œuvre cette réforme notamment par la transparence globale de l'information ;
- **s'engager** pour que chaque agent public ait toute sa place dans le respect de ses droits et de ses devoirs ;
- **répondre** aux attentes légitimes des citoyens et renforcer le tissu sociétal.

**Par contre, nous n'acceptons pas et nous combattons :**

- **une réforme basée uniquement sur une notion comptable du service public** : le coût soi-disant élevé d'un fonctionnaire pour le budget alors que son apport à la société est difficilement mesurable ;
- **une réforme imposée et sans concertation préalable** qui entraîne un climat anxigène à tous les niveaux de l'administration, préjudiciable au bon fonctionnement des services publics ;
- **une réforme aux objectifs non clairement affirmés**, dont la cohérence n'apparaît pas et ne permet pas de communiquer justement avec les usagers des services publics sur nos métiers et nos missions ;
- **une réforme à la hussarde**, qui va mettre en danger les équilibres sociaux et aggraver une situation nationale s'inscrivant dans un contexte international de crise mondiale.



*Dans les différentes convocations faites par les secrétaires généraux et les préfets actuellement, nos représentants attendent tous les éléments d'appréciation de la réorganisation des services au niveau central, régional et départemental et les conditions dans lesquelles s'opéreront les changements avant toute mise en œuvre des décisions prises par les 3 COMOD.*

*Un tel diagnostic est indispensable et urgent pour préserver l'unité de nos services autour des missions du ministère chargé du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au bénéfice de nos concitoyens sans pénaliser les agents, en les prenant pour des « jokers » interchangeables.*

*Dans ces seules perspectives, l'UNSA ne s'opposera pas à la mise en place des filières professionnelles, à une autre organisation des services plus adaptée, notamment au maillage territorial et économique actuel, **à condition** :*

- qu'une véritable GPEC soit mise en œuvre auparavant avec une définition des métiers et des passerelles entre eux et une construction de parcours professionnels cohérents ;*
- que la formation initiale et la formation continue tiennent compte des évolutions prévisionnelles des corps, techniques et administratifs ;*
- que l'ensemble des personnels, responsables compris, soit formé à un management dynamique et à une évaluation basée sur des critères objectifs et spécifiques aux politiques publiques ;*
- que chacun soit vraiment responsabilisé et réellement valorisé en travaillant davantage en organisation matricielle avec de véritables chefs de projet et d'équipes au lieu de cette non délégation et ce goût du secret, si répandus parmi nos « dirigeants supérieurs », adeptes et friands de l'organisation en « tuyau d'orgues », dispendieuse en temps et en énergie ... !*

*L'UNSA-Itefa ne sera ni dans l'opposition systématique, ni dans l'adhésion aveugle, mais notre syndicat veillera, avec force et vigueur, à cette mise en place de ces nouveaux modes de fonctionnement dans le respect républicain pour que ni les personnels, ni les usagers soient les « victimes » d'un affaiblissement de l'Etat de droit.*

*Avec l'UNSA- ITEFA, syndicat réformiste, construisons la fonction publique de demain !*

**À un nouveau monde,  
Un nouveau syndicalisme**